

Entretien avec le ministre de la Forêt, de l'Environnement et de la Protection des ressources naturelles

Noël Nelson MESSONE : "Si les 100 milliards de dollars promis à Copenhague ne sont pas honorés à Paris, il n'y aura pas d'accord (...)"

Propos recueillis par
Maxime Serge MIHIN-DOU

Libreville/Gabon

•L'Union : Vous venez de présider le Conseil des ministres de la CEEAC qui a abouti à une position commune des pays de la sous-région sur le débat houleux du changement climatique. Toutes les autres régions de l'Afrique ont-elles réussi à adopter une position commune à celle de la CEEAC ?

Noël Nelson MESSONE : les éléments de cette position veulent que l'accord de Paris soit ambitieux. Et par ambition, nous entendons faire en sorte que tous les pays du monde s'engagent à maintenir les températures globales à moins de 2°C. L'Afrique, quant à elle, souhaite que cela ne dépasse pas les 1.5°C. Parce que si les températures dépassent les 2°C, l'Afrique serait le continent le plus gravement touché, à l'horizon 2030. Deuxièmement, l'Afrique souhaite un accord qui accorde la même importance dans l'adaptation aux changements climatiques, mais aussi à l'atténuation. Un volet qui met un accent particulier sur la réduction des gaz à effets de serre. Le continent souhaite aussi que les 100 milliards de dollars d'engagements pris à Copenhague soient honorés par les pays du Nord. L'Afrique souhaite également que le transfert de technologies se fasse, et qu'il soit financé pour aider les Africains à mieux s'adapter aux changements climatiques.

Ces accords peuvent-ils réellement aboutir en faveur de l'Afrique, sachant que les plus grands pollueurs de la planète, à savoir les pays développés du Nord et des dragons asiatiques, rechignent encore à passer à la caisse ?

Vous savez, le président français François Hollande a récemment dit avec beaucoup de grandeur que si les 100 milliards de dollars qui ont été promis à Copenhague ne sont pas honorés à Paris, il n'y aura pas d'ac-

cord. C'est dire que ce que l'Afrique souhaite est aujourd'hui entendu par les pays du Nord. De même, la France est avec nous. Sachant que la question du maintien de la température doit être traitée au même niveau que l'atténuation, alors que par le passé, les pays du nord se préoccupaient un peu plus de l'atténuation. C'est pour vous dire que la position de l'Afrique est entendue. Maintenant, il y a des processus politiques qui sont en train de se mettre en place. Nous avons participé au mois de juin à une réunion de haut niveau à New York, avec un certain nombre de ministres, y compris le ministre français Laurent Fabius. Moi-même j'y étais présent, et nous avons discuté des voies et moyens de faire pression, afin que les choses avancent rapidement à Paris, pour être sûr quand même d'avoir un accord à la satisfaction de tous.

Vous vous rendez à Durban pour le 14e congrès mondial forestier. Le débat portera, entre autres, sur l'importance des forêts. Le programme prévoit votre intervention au cours d'une réunion parallèle sur l'Arrangement international des forêts. Quel sera le sens de votre message et surtout quel est l'état actuel de cet arrangement ?

Le Congrès mondial des forêts est la plus grande manifestation sur les forêts. Il se tient depuis 1926. C'est au cours de ces assises qu'on évoque les problématiques sur les forêts dans le monde. Le message du Gabon sera d'abord de dire que les forêts sont importantes pour nos pays. Elles ont des fonctions sociale, économique, environnementale, essentielle pour la réduction de la pauvreté, pour le développement de l'agriculture et pour la sécurité alimentaire. Bref, une source de développement durable. Mais nous savons aussi que les forêts subissent toutes sortes de pressions anthropiques des activités humaines. Donc, il faut que nous fassions de plus en plus la promotion de la gestion durable des forêts, que



Photo : Innocent MBADOUA

Nelson Messone, ministre de la Forêt, de l'Environnement et de la Protection des ressources naturelles.

nous améliorions la gouvernance mondiale des forêts, c'est un message important.

Mais encore ?

Pour les pays d'Afrique centrale, la question des forêts est bien sûr très importante. Nous sommes le deuxième bassin forestier du monde après l'Amazonie. Et nous faisons beaucoup d'efforts pour l'aménagement des forêts. A ce propos, le Gabon est un des pays dont le taux de déforestation est l'un des plus faibles au monde. De même, nous avons réservé les 13% de notre territoire comme aires protégées. Tout cela pour le bien de l'humanité. Nous croyons que ces efforts doivent être soutenus par la communauté

internationale. Voici donc les vœux que l'Afrique centrale juge importante pour la conclusion du nouvel accord. Mais les intérêts de la sous-région englobent ceux du continent tout entier, à quelques exceptions près. Nous nous retrouvons au sein de ce que nous appelons la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE). Elle regroupe toute l'Afrique, et la Cemac a pour mandat de préparer une position commune de l'Afrique. Dans ce sens, un groupe de négociateurs africains a été mis en place dont le Gabon occupe la vice-présidence.

En matière de préservation de la biodiversité forestière, quelles sont

les grandes actions que nous pouvons mettre à l'actif du Gabon ?

En ce qui concerne le Gabon, le pays s'est inscrit depuis longtemps dans une politique de gestion durable des forêts. Ces orientations nous ont permis de mettre sur pied des forêts certifiées et aménagées. L'ensemble des opérateurs présents au Gabon s'inscrivent, plus ou moins, dans la gestion durable des forêts, comme cela est exigé par le code forestier. Et comme je le disais, nous avons un très faible taux de déforestation. Le Gabon est encore couvert à 85 % de forêts. Il n'y a pas beaucoup de pays au monde qui peuvent le dire. Le Gabon vert, que le président de la Répu-

blique a mis comme pilier central de la vision du Gabon émergent, est un concept qui est d'abord basé sur la gestion durable de nos forêts. Bien sûr, nos forêts ne doivent pas être mises en cloche. Nous en avons besoin pour d'autres activités, pour créer de la richesse, pour le développement, en l'occurrence l'agriculture, pour l'industrie du bois, etc. Mais tout cela doit se faire avec pour demain comme principe majeur.

Le mot de fin ?

Je voudrais simplement dire que nous veillons à la bonne exploitation de nos ressources forestières. Il ne faut pas que les villageois se laissent parfois induire en erreur par un opérateur véreux les invitant à faire de l'exploitation illicite de certaines ressources, moyennant une somme d'argent. Nous devons nous inscrire dans le sens du Gabon vert, défini par la politique du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, parce que le développement durable de notre pays en dépend. Le ministère est disposé à nouer des partenariats avec des médias pour faire de l'éducation environnementale, pour mieux informer nos concitoyens sur les enjeux de la protection de l'environnement et du changement climatique.

TOYOTA GABON

PIECES CERTIFIEES D'ORIGINE 100% TOYOTA

Du 1^{er} au 30 septembre 2015

-15%*

sur toutes les PIÈCES DÉTACHÉES Land Cruiser HZJ en stock (hors commande spéciale)

LE MOIS DES PIÈCES DÉTACHÉES Land Cruiser HZJ

PROCHE DE VOUS

*PROMOTION VALABLE SUR LES MODÈLES LAND CRUISER HZJ 75 / 76 / 78 / 79 ET LJ 70 / 72 / 79
OKALA / Tél. : 01 20 87 12 - NZENG AYONG / Tél. : 01 20 87 11 - OLOUMI / Tél. : 06 22 05 70
GESPARC (Port-Gentil) / Tél. : 01 55 02 40

Les boutiques sont ouvertes en semaine de 09h à 16h 30 et le samedi de 9h à 12h

TOYOTA GABON

BP 31 LIBREVILLE - Tél. : (241) 01 79 26 85 / 06 22 05 59
email : toyota.gabon@groupegafic.com - www.toyotagabon.com

Nous construisons l'avenir